

Date : 27/03/13

Revivez le direct de Bourdin & Co du 27 mars

FERMER



Ce mercredi matin, analyse de la législative partielle de l'Oise où 43% des électeurs socialistes ont voté FN au second tour avec le professeur Joël Gombin. Jean-Jacques Bourdin est aussi revenu sur une possible nouvelle loi sur la laïcité avec les députés Razzy Hammadi et Eric Ciotti, et sur la probable baisse du budget de la Défense avec le spécialiste Jean Guisnel. A 8h35, Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, était invité sur RMC et BFMTV.

Mathias Chaillot | RMC.fr

a Évaluation du site

Le site Internet de la station de radio RMC diffuse des articles couvrant l'ensemble de l'actualité française et internationale. Le site héberge également les blogs de certaines émissions et animateurs.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 72

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine



© Visual

De 7h à 9h suivez en direct la matinale de Jean-Jacques Bourdin sur RMC.fr
Invités, témoignages, débats... retrouvez ici tous les moments forts de Bourdin & Co ce mercredi sur RMC :

A 8h35, Jean-Jacques Bourdin recevait Bruno Le Roux. Alors que le chômage a encore grimpé en février, le président du groupe PS à l'Assemblée nationale estime que « les politiques ne sont pas impuissantes, mais les chiffres révèlent ce qu'il s'est passé il y a plusieurs mois ». Bruno Le Roux est aussi revenu sur les propos de Jean-Luc Mélenchon, très virulent envers le gouvernement, et les accusations de ne pas avancer assez vite sur l'emploi : « Aucun texte sur la bataille sur l'emploi n'a été repoussé à cause des autres sujets de société », se justifie le patron des députés PS.

8h25 - C'est l'heure du Parti pris, la chronique d'Hervé Gattegno : L'indépendance des procureurs n'est pas un progrès, mais un danger !

Jean - Claude Boulard , maire du Mans

Le **maire** du Mans **Jean - Claude Boulard** regrette le trop grand nombre de normes en France et a publié un rapport sur le sujet (à découvrir ici) qu'il a remis au premier Ministre mardi.

8h23 - **Jean - Claude Boulard** : « Beaucoup de normes sont légitimes mais appliquées de façon absurde. Notre idée, c'est d'assouplir, adapter, moduler. Le corps juridique a besoin de souplesse ».

8h21 - **Jean - Claude Boulard** : « L'incontinence normative continue. Nous essayons de mettre les rieurs de notre côté, Plantu a accepté d'illustrer notre rapport officiel de la République. On a fait le podium des normes les plus absurdes, dont la norme "saucisses nuggets et petits pois", qui précise qu'il faut un quart d'œuf dur en maternelle et un œuf dur par enfant en primaire. Une autre norme impose de vérifier la qualité intérieure de l'air des centres aérés. On a des normes sismiques là où la terre n'a jamais tremblé. C'est le podium de l'absurde ».

Jean Guisnel, spécialiste des questions de défense

Ce mercredi, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian s'entretient avec François Hollande, en attendant le livre blanc sur la Défense qui doit être publié mi-avril. Le budget de 31 milliards d'euros pour l'armée en 2013 ne sera de toute façon pas maintenu par la suite, mais plusieurs hypothèses sont encore possibles. D'un côté, l'hypothèse dite « de survie » envisage de réduire les coûts et le personnel et repousser certains investissements tout en gardant des capacités à peu près similaires. La seconde, beaucoup plus radicale et défendue par Bercy, impliquerait 50 000 suppressions de postes dans l'armée, la dissolution de nombreux régiments et l'abandon de commandes de plusieurs équipements (Rafales, sous-marins nucléaires, etc.).

8h15 - Jean Guisnel : « Ceux qui gèrent la nation ont pas mal de choses à financer, la santé publique, les retraites, l'éducation, la sécurité intérieure, et les ressources étant ce qu'elles sont, il faut faire des choix extrêmement forts. Avec une armée extrêmement réduite, le Mali, la Somalie, la Libye, c'est terminé, nous n'aurions pas pu déployer des forces comme nous l'avons fait ».

8h14 - Jean Guisnel : « Les deux possibilités qui sont discutées en ce moment, l'hypothèse Y et l'hypothèse Z, sont dans tous les cas des hypothèses qui vont réduire les capacités militaires. Avec l'hypothèse Z, c'est une apocalypse m'ont dit certains spécialistes, il n'y a plus de porte-avion, beaucoup de projets arrêtés. Il resterait une minime capacité d'intervention à l'étranger ainsi que la dissuasion nucléaire, que le président ne voudrait pas toucher ».

8h12 - Jean Guisnel : « Le livre Blanc est repoussé, mais pas pour tout le monde. Une version a déjà été présentée lundi matin au Conseil de défense, dont François Hollande. Mais la diffusion pour le grand public est attendue pour la fin avril ».

Eric Ciotti, député UMP des Alpes-Maritimes et Razzy Hammadi, député PS de Seine Saint Denis

Le 19 mars dernier, la Cour de cassation estimait que le licenciement d'une employée parce qu'elle portait le voile dans une crèche n'était pas légal. Une décision de justice qui pourrait faire jurisprudence et incite certains ministres PS et élus UMP à envisager une nouvelle loi. L'UMP Eric Ciotti a d'ailleurs pris les devants et a déposé un texte pour permettre aux entreprises d'inclure dans leur règlement le principe de neutralité. Mais même si Manuel Valls (Intérieur) ou encore Alain Vidalies (Relations avec le Parlement) semblent d'accord avec cette idée, d'autres, au PS, s'y opposent fermement, comme Razzy Hammadi.

A propos de l'emploi. Mardi soir, les chiffres du chômage pour février dévoilaient la 22e hausse consécutive :

7h56 - Eric Ciotti : « François Hollande a laissé croire qu'il n'y avait pas de crise. Ce sont les entreprises qui créent l'emploi. Nous-même à droite sommes tombés dans ce piège, avec les emplois aidés, mais ce sont les entreprises qui les financent ».

7h55 - Razzy Hammadi : « Nous avons pris de nombreuses mesures qui nécessitent du temps : les emplois d'avenir, les contrats de génération, la banque publique d'investissement. Nous avons une perspective globale à avoir, une réflexion dans le cadre européen ».

A propos de l'affaire de la crèche Baby Loup. Manuel Valls ou encore Najat Vallaud-Belkacem envisagent une loi pour imposer plus de laïcité dans les crèches privées :

7h50 - Razzy Hammadi : « Il y a une inconstitutionnalité dans une telle loi ».

7h49 - Eric Ciotti : « Il faut combler ce vide juridique, sinon on va ouvrir une boîte de Pandore. C'est un combat que doivent mener tous les républicains ».

7h48 - Razzy Hammadi : « La procédure judiciaire pour la crèche n'est pas terminée. Il y a un certain nombre de libertés individuelles constitutionnelles dans ce pays. Et si c'est pour aller se faire humilier ensuite devant la Cour européenne des Droits de l'Homme, je préfère y penser maintenant. Dès que nous avons un fait divers, nous voulons faire une loi ».

7h47 - Eric Ciotti : « Quelle drôle d'idée de vouloir fragmenter la laïcité. On peut faire des crèches confessionnelles, mais pas de crèche laïque ? »

7h45 - Razzy Hammadi : « Il y a deux manières de remettre en cause le principe de laïcité dans ce pays. La première, c'est le combattre. La seconde, c'est vouloir à chaque fois légiférer quand les principes existent. La laïcité, c'est la neutralité du service public, mais c'est aussi le respect d'un certain nombre de libertés individuelles et fondamentales, comme le principe de non-discrimination. Il faut réfléchir en terme de droits pour éviter la stigmatisation et la politique politicienne ».

7h43 - Eric Ciotti : « Il faut légiférer. L'arrêt de la Cour de cassation pose une vraie question. Dans un pays où la laïcité est un principe fondateur, on ne peut pas dire c'est un principe dans le public, pas dans le privé. Il peut y avoir une unité, un consensus pour combler ce vide juridique. Il faut le faire avec souplesse en modifiant le code du travail pour permettre à chaque chef d'entreprise non pas d'interdire mais limiter l'expression religieuse, syndicale, politique ».

A 7h25, c'est l'heure des coulisses de la politique, avec Jean-François Achilli: Hollande peut-il renverser la table ?

Joël Gombin, chercheur en Sciences Politiques à l'université de Picardie

Le second tour de l'élection législative partielle de l'Oise a vu la victoire de l'UMP Jean-François Mancel, talonné par la candidate Front national Florence Italiani. Le professeur Joël Gombin a étudié le report des voix de la gauche, qui n'avait plus de candidat au second tour, et il semblerait que 43% des électeurs socialistes se sont reportés sur la candidate FN au second tour. Si la majorité du PS avait appelé à faire barrage au FN, Sylvie Houssin, la candidate, avait-elle privilégié l'appel au vote blanc.

7h20 - Joël Gombin : « Le parti socialiste, localement et nationalement, réfute cette idée. Mais arithmétiquement, dire qu'aucun électeur socialiste n'a voté pour la candidate frontiste semble très difficile à défendre. L'Ifop a sorti mardi une note qui montre qu'on a déjà eu ce genre de résultats sur d'autres élections, aux cantonales de 2011 ou aux législatives de 2012 ».

7h19 - Joël Gombin : « Il ne faut pas s'attacher au chiffre de 43%, il s'agit d'un ordre de grandeur ».

Il est 7h, c'est l'heure du direct de Bourdin & Co.